

CM104- Le Grand Débat: le grand tournant du quinquennat?

Aujourd'hui, le 7 mai 2019, ces quelques lignes font référence au Grand Débat, en hommage «inversé» à deux ans d'Emmanuel Macron à la tête de l'État. Une sorte d'anniversaire.

Dans sa conférence de presse «gaullienne» du 25 avril, le président Emmanuel Macron a voulu répondre à la crise des «Gilets Jaunes» et conclure le Grand Débat National. A-t-il apporté du concret? Oui sur certains points, mais l'impression générale est l'inadapté.

De l'inadapté avec l'absence d'inflexion de sa politique: «les transformations ne doivent pas être arrêtées». Mais du concret aussi, avec certaines réponses aux questions émanant des ronds-points bloqués: fin des fermetures d'hôpitaux (mais en fait continuation des fermetures de services intra-hospitaliers, nuance non précisée...). Aurait-il oublié sa phrase: tous services publics à moins de 30 minutes de la population? Où est la lutte contre les déserts médicaux? On voit là le hiatus de sa pensée, le mensonge par omission.

Plus gênant lorsqu'il est en pleine contradiction avec lui-même: il incite à faire travailler plus longtemps en sanctionnant ceux qui travaillent moins de 43 ans (surcote et décote, le mot est employé), alors qu'il dit ne plus vouloir repousser l'âge de départ à la retraite au-delà de 62 ans. Nous voyons là des objectifs contradictoires. Autre exemple: réimplanter les services de l'État dans les territoires, tandis qu'il supprimera des postes dans la fonction publique et qu'il baissera les impôts. Comme il prétend aussi lutter contre les déficits publics et investir dans l'éducation et la sécurité, on ne voit pas comment il peut résoudre cette quadrature du cercle. Dans la même veine, il désire investir dans les services à la personne, ce qui coûte également; il va bien falloir qu'il mette à plat la fiscalité. Le mieux serait de faire payer les plus riches, les faire plus contribuer, pour soulager les classes moyennes, et nationaliser les entreprises rentables. Mais non, il fait tout le contraire: privatiser ADP, la Française des Jeux, ou les sociétés autoroutières. Et pourtant, des réponses cohérentes avec ses annonces, elles existent, mais Macron refuse d'en entendre parler. Dès lors, il n'a d'autre solution que de jouer les équilibristes entre les demandes de la population et les principes idéologiques dépassés sur lesquels il s'est très tôt engagé, ce qui l'oblige à des promesses impossibles, et dont les impossibilités sont de plus en plus flagrantes. Un exercice qui ne pourra durer indéfiniment.

Sur le plan politique, Macron avance + de 20% de proportionnelle aux élections, pour répondre à la carence de représentativité des élus. Cela ne va pas assez loin, si l'on pense vraiment que les élus ne représentent plus grand-chose. D'ailleurs, diminuer de 30% le nombre des élus du Congrès ne va pas dans le sens de la consolidation des élus non représentatifs. Macron s'est clairement exprimé contre le vote blanc et contre le vote obligatoire. Contre le vote blanc? Il préfère un mal élu qu'un pas élu du tout. La pensée du moins pire.

Le RIC n'est réservé qu'au local, car il remettrait trop en cause la «démocratie» représentative. Le RIPartagée est acquis s'il est signé par seulement 1 million de citoyens au lieu de 4 précédemment. Acquis pour quoi? Pour qu'il soit simplement lu par le Parlement. Rien ne l'oblige à le voter. En somme, c'est un «droit à la pétition», l'égal de l'ICE (Initiative Citoyenne Européenne). Or l'ICE est «lue», «considérée», si elle recueille 1 million de signatures en Europe pour 550 millions d'habitants. La logique voudrait que le RIP soit acquis avec 100.000 signatures, pour une péréquation équitable. Tel n'est donc pas le cas. Du foutage de gueule, autrement dit.

Plus de pouvoir aux collectivités locales, prétend-il. OK, abordons le RIC local. Les revendications issues du RIC seront inscrites à l'ordre du jour des différentes collectivités territoriales. Rien n'oblige au vote, ou à la prise de décisions. Toujours esclaves d'une «démocratie» prétendue telle.

Plus de justice fiscale, a-t-il péroré. Diminution de l'impôt sur le revenu, indexation des retraites sur l'inflation, retraite minimale qui passe de 637 euros à 1000 euros. Mais où trouver l'argent pour garantir ces mesures? Rien sur la remise en place des 3 milliards apportés par l'ISF, rien sur les mesures contre l'évasion fiscale, et même aucune solution proposée dans ce sens. Il va donc prendre cet argent dans la poche des classes moyennes ou inférieures: plus d'impôts? Non: travailler plus. Plus de services publics: comment les financer? Le plein emploi pour 2025? Je ne savais pas Macron fieffé Tartarin.

Autres mesures:

- supprimer l'ENA. Qui pour remplacer les hauts fonctionnaires alors? Possibilité pour tout un chacun d'intégrer la Haute Fonction Publique. Dont les lobbyistes. On remplace donc les énarques, dont les décisions sont soufflées à leurs oreilles par les lobbyistes, directement par les lobbyistes eux-mêmes. Quelques exemples ouvertement connus: Edouard Philippe, lobbyiste chez Areva, Emmanuelle Wargon, chez Danone, Brune Poirson, chez Véolia. Magnifique! Favoriser les passerelles public-privé, pour une entreprise transnationale, c'est du pain bénit. Mais... Pour le climat?

- Mandater une commission pour réfléchir sur l'écologie et le climat: le Comité de Défense Écologique, composé de 150 citoyens tirés au sort qui remplacerait les 233 fonctionnaires du CESE. Son rôle: mieux flécher les fonds pour la transition écologique: en France, on aime créer des commissions. «Si vous voulez enterrer un problème, nommez une commission», a dit Clémenceau.

En conclusion: une occasion ratée pour notre président de répondre à la colère des porteurs de Gilets Jaunes, en égrenant des mesures éloignées des revendications de ceux-ci. Soit par l'incohérence de son discours, soit par l'incapacité budgétaire de couvrir ses propositions, soit enfin par tromperie sur la marchandise: pas d'inflexion de politiques, moins d'État, moins de Hauts Fonctionnaires, et donc toujours plus de libéralisme. Cela va-t-il calmer les porteurs de GJ? Voire. Rendez-vous dans la rue.

Bruno Bourgeon